

Fourniture de contraceptifs injectables dans les magasins de médicaments : une approche prometteuse pour améliorer l'accès et le choix de la méthode

« Les revendeurs de médicaments privés sont en passe de devenir des acteurs clés de la promotion de l'accès aux médicaments dans les pays à revenus faibles et intermédiaires »

Wafula, Miriti et Goodman
2012, 223

Introduction

En Afrique subsaharienne, les magasins de médicaments, connus dans certains pays sous le nom de pharmacies ou de magasins de fournisseurs de médicaments homologués, sont souvent la source la plus largement utilisée pour les services de santé, l'information et les produits, en particulier dans les zones rurales dotées de peu de moyens, de pharmacies et d'agents de santé communautaire (Stanback et al. 2011; Wafula et Goodman 2010). Dans ces zones où il existe de grands besoins insatisfaits en matière de services de santé et de planification familiale en particulier, tous les moyens possibles pour l'amélioration de l'accès et du choix de la méthode doivent être examinés afin d'atteindre les objectifs ambitieux de développement et de planification familiale.

Les contraceptifs injectables représentent le moyen de contraception le plus populaire en Afrique subsaharienne, mais il peut être difficile pour les ressortissants des zones rurales de les obtenir auprès du secteur public en raison de l'accès limité à des cliniques, des graves pénuries de personnel, et des ruptures de stock. Les injectables sont largement disponibles dans les pharmacies, souvent à de très bas prix, dans le cadre des programmes de marketing social organisés. Les pharmacies sont rares ou inexistantes dans les zones rurales où vivent encore la plupart des personnes dans de nombreux pays à faibles revenus.

Les magasins de médicaments pourraient permettre d'élargir l'accès à une gamme de méthodes de planification familiale plus étendue, en raison de leur grande présence dans les zones rurales, de leur appartenance au secteur privé et de leur soutien à un marché commercial durable pour les produits de santé. Cependant, dans la plupart des pays africains, les pilules contraceptives orales combinées et les contraceptifs injectables sont considérés comme des médicaments sur ordonnance, aussi leur distribution dans les magasins de médicaments est interdite par la loi. En outre, certains pays ont des organismes de réglementation faible, qui peinent à assurer une formation de qualité et un contrôle pourtant nécessaires pour s'assurer que la planification familiale n'est pas vendue ou fournie par des vendeurs sans licence.

Pourquoi l'utilisation des magasins de médicaments en matière de fourniture de contraceptifs injectables représente-t-elle une approche prometteuse?

- Les magasins de médicaments sont des sources pratiques et populaires pour les conseils de soins de santé, le traitement et l'approvisionnement, en particulier dans les zones rurales et difficiles d'accès, et ils offrent la possibilité d'atteindre les nouveaux utilisateurs de contraceptifs injectables comme les utilisateurs existants. Dans la plupart des pays, le nombre de magasins de médicaments dépasse celui des pharmacies, et cela est particulièrement vrai dans les zones rurales.
- Les pénuries de produits de planification familiale, y compris les contraceptifs injectables, dans les établissements du secteur public, sont une réalité quotidienne dans de nombreux pays d'Afrique. Les magasins de médicaments peuvent servir d'alternative en cas de pénurie d'approvisionnement dans le secteur public.
- Les exploitants de magasins de médicaments fournissent déjà des contraceptifs oraux combinés dans de nombreux pays. Comme les injectables ne contiennent pas d'œstrogènes, ils occasionnent moins de contre-indications médicales que les contraceptifs oraux combinés. On peut également affirmer qu'ils sont plus sûrs que les pilules pour les ventes sans ordonnance si des injections sûres sont assurées (Chin-Quee et al. 2013).
- Des données récentes suggèrent que les exploitants de magasins de médicaments pourraient vendre des injectables et réussir à orienter les femmes pour qu'elles bénéficient d'injections sûres, ailleurs (Lebetkin et al. 2014).
- Les injections fournies en dehors du système de soins de santé officiel sont inoffensives si les fournisseurs sont correctement formés et supervisés. Selon les recherches et les preuves

PRÉSENTATION

Cette présentation met l'accent sur le rôle des magasins de médicaments dans l'amélioration de l'accès aux contraceptifs injectables. Cette stratégie n'a pas reçu une attention suffisante dans la littérature. L'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) a rédigé une synthèse à fort impact sur l'approvisionnement relatif à la planification familiale par le biais des magasins de médicaments et des pharmacies. <http://fphighimpactpractices.org/>

OBSTACLES

- La contribution des fournisseurs des magasins de médicaments au système de santé n'est pas bien comprise car leurs activités, leur éducation et leur formation ne sont généralement pas documentées et réglementées.
- La vente et la fourniture de contraceptifs hormonaux, en particulier injectables, sont souvent illégales dans les magasins de médicaments dans de nombreux pays africains, car ils sont considérés comme des médicaments sur ordonnance.
- Les conseils de la pharmacie et les ministères de la santé s'opposent souvent fermement à la vente et la fourniture des injectables, et parfois même des contraceptifs oraux, dans les magasins de médicaments.
- Les processus d'orientation pour les moyens de contraception avec une action longue durée, les conseils et le traitement des effets secondaires et des complications, quelle que soit la méthode, ne sont pas courants.
- La rotation du personnel qualifié nécessite une formation presque constante et coûteuse du nouveau personnel dans les magasins de médicaments.

programmatisées, les exploitants de magasins de médicaments peuvent être formés pour fournir en toute sécurité une grande variété de méthodes de planification familiale, y compris les injectables (T. U. Khan, S. Malarcher, S. Ahmed, S. Sarker, et M. Arevalo, données non publiées ; Stanback et al. 2011). En particulier, la formation des exploitants de magasins de médicaments afin de permettre un approvisionnement sûr des injectables, doit être envisagée dans les pays où les injectables sont déjà fournis illégalement et qui sont susceptibles de poursuivre cette pratique.

- Les magasins de médicaments peuvent contribuer à réduire la charge de travail des sages-femmes et du personnel des centres de santé au fur et à mesure de l'augmentation de la demande en matière de planification familiale. Avec le partage des tâches, un concept approuvé par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), les personnes moins formées, notamment les exploitants de magasins de médicaments, peuvent fournir des services de santé avec la même expertise que les prestataires plus qualifiés. Cette pratique permet une meilleure utilisation du personnel hautement qualifié et une expansion de la prestation de services (OMS, USAID et FHI 2010 ; Stanback et al. 2010).
- Dans de nombreux pays, les exploitants de magasins de médicaments possèdent autant, voire plus de formation médicale que les agents de santé communautaire bénévoles. Ainsi, ils pourraient être formés au dépistage des clientes et même à l'administration d'injections sûres, comme le sont de plus en plus les agents de santé communautaire en Afrique, et comme ils le sont depuis de nombreuses années en Asie et en Amérique latine.

Quels faits soutiennent l'idée de l'approvisionnement en contraceptifs injectables auprès des magasins de médicaments et des pharmacies?

Les donateurs et les partenaires cherchent à comprendre comment mieux soutenir et impliquer les magasins de médicaments en tant que prestataires de planification familiale sûrs et fiables. La suite est un résumé de la recherche récente et des faits mis en évidence par les programmes en matière d'élargissement de l'accès à la contraception, et aux contraceptifs injectables en particulier, par l'intermédiaire de ces petites entreprises.

Certains propriétaires de magasins de médicaments possèdent les connaissances et les compétences nécessaires pour être bien formés à stocker et à administrer des injectables en toute sécurité et à orienter les clientes vers des établissements de santé, comme le démontre une étude des points de vente-distribution accrédités en Tanzanie (S. Mfinanga, C. Lasway, A. Kahwa, E. Ngadaya, S. Mujaya, et G. Kimara, données non publiées).

Une recherche effectuée au Nigeria confirme que les fournisseurs de médicaments homologués (PMV) **jouent un rôle important dans la prestation de services de contraception**. Plusieurs études ont examiné le rôle des PMV dans le cadre de l'offre de services de planification familiale en général, mais aucune n'a spécifiquement évalué les contributions des PMV en ce qui concerne la fourniture de contraceptifs injectables. D'après une étude réalisée dans certaines régions de l'État d'Oyo, moins de la moitié des PMV n'avait jamais reçu de formation sur la fourniture de services de planification familiale. Cependant, presque tous les PMV ont fourni des services de planification familiale en dépit de leur manque de formation, et 21 % ont vendu ou administré des injectables, même si cela est interdit par la loi sur la pharmacie. La majorité de ceux qui ont administré des injections possédaient une expérience de travail antérieure au sein d'un établissement de santé en tant que prestataires qualifiés, tels que les agents communautaires de vulgarisation de la santé (Ajuwon et al. 2013).

Les femmes de Tanzanie qui ont obtenu des contraceptifs dans les magasins de médicaments étaient capables de s'auto-dépister pour les contre-indications aux contraceptifs oraux combinés, presque aussi bien que le feraient des infirmières

(Chin-Quee et al. 2013). Un plaidoyer voit le jour à l'échelle nationale pour l'utilisation d'une affiche d'auto-dépistage pour permettre aux femmes de s'auto-dépister pour les contraceptifs hormonaux, y compris pour les contraceptifs injectables qui ont moins de contre-indications médicales que les contraceptifs oraux combinés.

De nombreux pays sont réticents à autoriser les magasins de médicaments à simplement vendre des contraceptifs injectables, en raison d'inquiétudes relatives à la sécurité. Cependant, au Ghana, une étude pilote a démontré que **le personnel des magasins de médicaments pourrait vendre l'acétate de médroxyprogestérone-retard (AMPR), un contraceptif injectable qui fait l'objet de marketing social, et envoyer les clients recevoir une injection sûre, ailleurs** (FHI 360 2013). A partir de ces données, un plaidoyer s'est formé en faveur de l'élargissement de la liste des médicaments vendus dans les magasins de produits chimiques sous licence, afin d'y inclure l'AMPR.

Il est possible de former les exploitants de magasins de médicaments pour fournir en toute sécurité une grande variété de méthodes de planification familiale, y compris des contraceptifs injectables. Par exemple, d'après le programme Blue Star au Bangladesh, lorsqu'ils sont formés et reçoivent une assistance, les travailleurs du secteur privé, et notamment le personnel des magasins de médicaments, peuvent fournir efficacement, et en toute sécurité, des services de planification familiale de qualité, y compris des contraceptifs injectables (T. U. Khan, S. Malarcher, S. Ahmed, S. Sarker, et M. Arevalo, données non publiées).

Que faut-il pour développer cette pratique ?

Plaider pour la pratique

- Diffuser et débattre de ces informations sur les magasins de médicaments pour contribuer à créer un environnement politique favorable à l'échelle mondiale et locale, et à convaincre les intervenants de modifier les règles d'interdiction.
- Organiser des visites éducatives pour les principaux responsables des ministères de la santé, des conseils de pharmacie et autres conseils de réglementation, pour leur donner un aperçu direct des exploitants de magasins de médicaments qui fournissent des contraceptifs injectables en toute sécurité.
- Demander au conseil national de la pharmacie de supprimer les restrictions relatives à la capacité des magasins de médicaments à vendre et à administrer des contraceptifs injectables.
- Inclure l'approvisionnement des magasins de médicaments en injectables dans la planification familiale nationale et les politiques en matière de santé sexuelle et reproductive, ainsi que dans les directives relatives aux prestations de services.
- Encourager la formation, l'accréditation et la réglementation des exploitants de magasins de médicaments.

Étayer les faits plaidant pour cette cause

- Procéder à un examen documentaire et à des entretiens avec les acteurs nationaux et internationaux pour comprendre le contexte actuel de la vente des contraceptifs injectables et de leur administration dans les magasins de médicaments, dans tous les pays. Se renseigner sur les cadres et les compétences des propriétaires de magasins de médicaments et le personnel ; les produits distribués ; le nombre et les types de clientes ; les défis de la fourniture d'injectables ; et l'environnement politique, réglementaire et juridique.
- Les propriétaires de magasins de médicaments sont des commerçants. Étudier les moyens de les motiver et expliquer l'avantage d'être formé pour fournir en toute sécurité des services de planification familiale.
- Rassembler et évaluer les leçons à tirer des programmes, pour avoir une meilleure compréhension de la formation des exploitants de magasins de médicaments relative aux compétences et aux connaissances nécessaires pour l'administration de contraceptifs injectables.
- Mener des opérations de recherche supplémentaires afin de mieux vérifier la faisabilité et la sécurité de l'approvisionnement en contraceptifs injectables dans les magasins de médicaments. Les futures études pourraient aider à déterminer quels investissements sont nécessaires pour faire des magasins de médicaments un moyen sûr d'accroître l'accès à cette méthode de planification familiale, en particulier dans les zones difficiles d'accès. Les chercheurs devraient aussi évaluer le point de vue de la cliente sur l'accès aux produits de planification familiale dans les magasins de médicaments.

Développer la formation, l'assurance qualité, et l'orientation des opérations

- Recueillir les directives opérationnelles existantes et développer des outils et des ressources supplémentaires pour soutenir cette pratique.
- Former et assister le personnel des magasins de médicaments pour la fourniture d'une plus grande variété de méthodes et d'informations sur la planification familiale, notamment les contraceptifs injectables.
- Créer des supports d'information et de promotion destinés aux points de vente, pour améliorer l'utilisation de la planification familiale et la qualité des services. Les brochures pour les clientes et les outils de travail pour le personnel des magasins de médicaments, comme les listes de contrôle de dépistage et de procédure standard, peuvent améliorer la qualité des services et l'information. Dans le cadre des programmes de marketing social, les encarts et autres supports destinés aux clientes seront probablement fournis par le distributeur (USAID 2013).



Un vendeur de produits chimiques titulaire d'une licence tient un paquet de contraceptifs oraux combinés en Amansie District Ouest, au Ghana.
Crédit : Tracy Orr, FHI 360.

Renforcer la réglementation, la supervision, le suivi et l'évaluation

- Explorer le système de franchise et les réseaux de marques des magasins de médicaments et des pharmacies comme des moyens possibles pour accroître la visibilité et introduire un suivi et une assurance qualité de base (USAID 2013).
- Renforcer les processus de formation et d'accréditation existants proposés par les associations d'exploitants de magasins de médicaments, les conseils de la pharmacie, et les organisations de marketing social, pour s'assurer que les clientes reçoivent des informations exactes et dans les temps sur les contraceptifs ainsi que des services d'injection sûrs dans ces points de vente.
- Développer des modèles de franchise et de marketing social qui s'appuient sur les associations d'exploitants de magasins de médicaments existantes, et soutenir le développement d'associations dont la direction est assurée localement là où il n'en existe pas.
- Renforcer l'application des règlements sur les licences et la sécurité par opposition au contrôle.

Conclusion

Les magasins de médicaments peuvent aider à répondre à la demande croissante en matière de planification familiale, et en particulier de contraceptifs injectables, dans les zones rurales et difficiles d'accès, grâce à l'amélioration de la disponibilité de services fiables et de haute qualité. Plus de recherche, d'expérience programmatique, et de plaidoyer sont nécessaires au sujet de cette pratique prometteuse pour s'assurer qu'elle peut être mise en œuvre dans différents contextes et dispose de la politique et du soutien opérationnel nécessaires pour permettre avec succès aux magasins de médicaments de répondre aux besoins de planification familiale de la population.

Liste de référence

- Ajuwon, Ademola, John Imaledo, Frederick Oshiname, and Olayinka Ajayi. 2013. "Research and Recommendations on the Delivery of Injectable Contraceptive Services by Patent Medicine Vendors in Rural Nigeria." Research Triangle Park, NC: FHI 360.
- Chin-Quee, Dawn, Esther Ngadaya, Amos Kahwa, Thomas Mwinyiheri, Conrad Otterness, Sayoki Mfinanga, and Kavita Nanda. 2013. "Women's Ability to Self-Screen for Contraindications to Combined Oral Contraceptive Pills in Tanzanian Drug Shops." *International Journal of Gynecology & Obstetrics* 123 (1): 37–41. doi:10.1016/j.ijgo.2013.04.024.
- FHI 360. 2012. "Women's Ability to Self-Screen for COCs Compared to a Nurse's Assessment: Drug Shops in Rural and Peri-Urban Tanzania." Research Triangle Park, NC: FHI 360.
- FHI 360. 2013. "DMPA Sales at Licensed Chemical Shops in Ghana: Increasing Access and Reported Use in Rural and Peri-Urban Communities." Research Triangle Park, NC: FHI 360.
- High-Impact Practices in Family Planning (HIP). 2013. "Drug Shops and Pharmacies: Sources for Family Planning Commodities and Information." Washington, DC: USAID. <http://www.fphighimpactpractices.org/resources/drug-shops-and-pharmacies-sources-family-planning-commodities-and-information>.
- Khan, T. U., Malarcher, S. Ahmed, S. Sarker, S., and Arevalo, M. The Blue Star Program: Expanding Access to Injectable Contraception through Private Sector Outlets in Bangladesh. Unpublished draft.
- Lebetkin, Elena, Tracy Orr, Kafui Dzasi, Emily Keyes, Victoria Shelus, Stephen Mensah, Henry Nagai, and John Stanback. 2014. "Injectable Contraceptive Sales at Licensed Chemical Seller Shops in Ghana: Access and Reported Use in Rural and Periurban Communities." *International Perspectives on Sexual and Reproductive Health* 40 (1):21–7. doi: 10.1363/4002114.
- Mfinanga, S., Lasway, C. Kahwa, A. Ngadaya, E. Mujaya, S., and Kimara, G. Assessing the Potential of the Accredited Drug Dispensing Outlets in the Provision of Expanded Family Planning Services in Tanzania. Unpublished draft.
- Stanback, John, Conrad Otterness, Martha Bekiita, Olivia Nakayiza, and Anthony K. Mbonye. 2011. "Injected with Controversy: Sales and Administration of Injectable Contraceptives in Drug Shops in Uganda." *International Perspectives on Sexual and Reproductive Health* 37 (1): 24–9. doi: 10.1363/3702411.
- Stanback, John, Jeff Spieler, Iqbal Shah, and William R. Finger. 2010. "Community-Based Health Workers Can Safely and Effectively Administer Injectable Contraceptives: Conclusions from a Technical Consultation." *Contraception* 81 (3): 181–4. doi: 10.1016/j.contraception.2009.10.006.
- Wafula, Francis N., and Catherine A. Goodman. 2010. "Are Interventions for Improving the Quality of Services Provided by Specialized Drug Shops Effective in Sub-Saharan Africa? A Systematic Review of the Literature." *International Journal for Quality in Health Care* 22 (4):316–23. doi: 10.1093/intqhc/mzq022.
- Wafula, Francis N., Eric M. Miriti, and Catherine A. Goodman. 2012. "Examining Characteristics, Knowledge and Regulatory Practices of Specialized Drug Shops in Sub-Saharan Africa: A Systematic Review of the Literature." *BMC Health Services Research* 12:223. doi:10.1186/1472-6963-12-223.
- WHO (World Health Organization), USAID, and FHI (Family Health International). 2010. "Conclusions from a Technical Consultation: Community-Based Health Workers Can Safely and Effectively Administer Injectable Contraceptives." Research Triangle Park, NC: FHI. http://www.k4health.org/sites/default/files/WHOCBAinjectablesBrief0610_0.pdf.



JSI Research & Training Institute, Inc.



ADVANCING PARTNERS & COMMUNITIES

Advancing Partners & Communities (APC) est un accord de coopération de cinq ans financé par l'Agence Américaine pour le Développement International en vertu de l'Accord n° AID-OAA-A-12-00047, à compter du 1er octobre 2012. L'APC est mis en œuvre par l'Institut de Formation et de Recherche JSI en collaboration avec FHI 360.